

**Motion du 21 mars 2012 de Mmes Salika Wenger, Maria Casares, MM. Pierre Gauthier, Christian Zaugg, Pierre Rumo, Alberto Velasco et Grégoire Carasso: «Cadeaux fiscaux: quel prix pour les Genevois?»**

(refusée par le Conseil municipal lors de la séance du 25 novembre 2013)

*PROJET DE MOTION*

Considérant:

- que les revenus de la Ville de Genève sont mis en péril par la possible disparition de la taxe professionnelle;
- qu'une nouvelle répartition des revenus fiscaux municipaux sont en discussion à la Constituante et que l'adoption de cette mesure représenterait une perte fiscale importante pour la Ville;
- que la politique fiscale menée par le Conseil d'Etat attire de plus en plus de multinationales qui échappent ainsi à l'impôt dans leur pays d'origine et ne créent pas non plus de richesses à Genève;
- que les facilités fiscales seraient liées à certaines conditions d'octroi, notamment celle de créer des emplois, mais que les exceptions à ces conditions sont de plus en plus nombreuses et injustifiées;
- que la Ville de Genève connaît un taux de chômage important et que l'installation de nombreuses sociétés étrangères n'a pas permis à ce jour de constater un changement significatif;
- que les services sociaux municipaux sont de plus en plus sollicités par les victimes de la politique antisociale menée par le gouvernement cantonal;
- que de plus en plus de logements en ville sont mis en location au profit d'expatriés dont les sociétés paient sans discussion les loyers prohibitifs exigés, repoussant ainsi les Genevois dans la périphérie de la ville et en France voisine;
- que la pénurie de logements handicape gravement une grande partie des habitants de Genève;
- que ces cadeaux fiscaux se font au détriment des entreprises genevoises obligées de payer la totalité de l'impôt dû, créant ainsi un dumping fiscal défavorable aux petites et moyennes entreprises de Genève,

le Conseil municipal invite le Conseil administratif à:

- faire une évaluation des pertes fiscales pour la Ville de Genève induites par la politique de cadeaux fiscaux consentis par l'Etat aux entreprises et personnes physiques étrangères domiciliées en ville de Genève;
- lui faire part, avant la fin de la législature, des résultats obtenus.